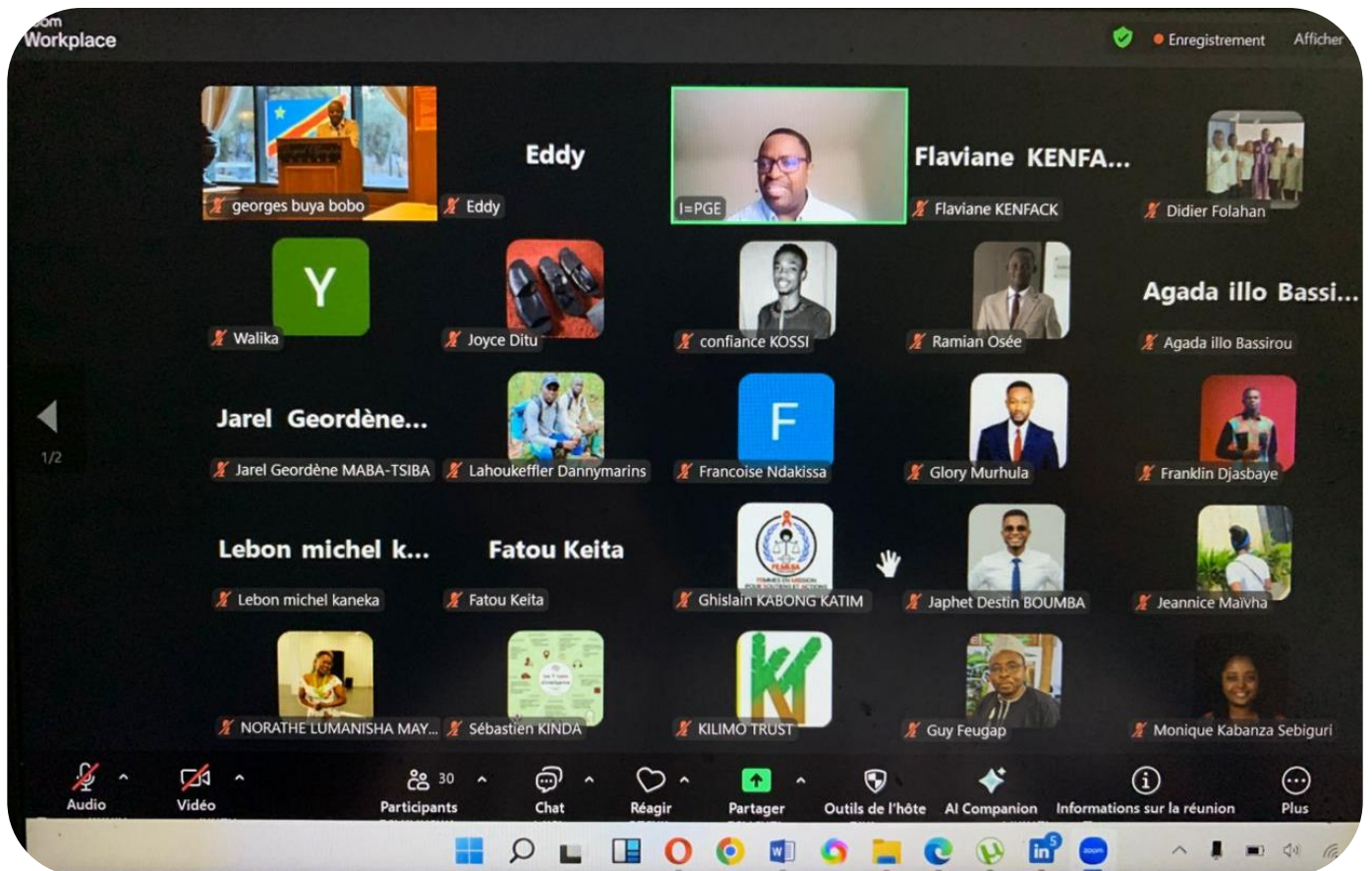




RAPPORT DU PREMIER NUMERO DU CAFE JEUNE PAIX ET SECURITE TENU EN DATE DU 27 FEVRIER 2026



Le 27 FEVRIER 2026

I. INTRODUCTION

Le 27 février 2026, le consortium constitué du Panel d'Experts de la Résolution 2250 (PER-2250), Isoko Partners for Peace and Gender Equality et le Comité Technique Régional chargé de la mise en œuvre de l'agenda Jeunes, Paix et Sécurité (CTR-JPS UA), en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), le bureau régional de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Synergie des Jeunes Africains pour la Paix et la Sécurité (SJAPS), Salama Peace Initiative, la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF), Hue Manity, le Carrefour des Jeunes pour une Afrique Prospère, ainsi que le Réseau Africain pour le Maintien de la Paix (RAMP), ont organisé la première session du café jeune, paix et sécurité avec pour thème principale l'éducation en lien avec le Programme d'Action Mondial de la Jeunesse, les Objectif de Développement Durable ainsi que l'agenda jeunesse paix et sécurité.

Il sied de noter que le café-jeune paix et sécurité touchera les préoccupations majeures des jeunes coulées dans les quinze domaines prioritaires du Programme d'Action Mondial de la Jeunesse sont :

- Éducation
- Emploi
- Faim et pauvreté
- Santé
- Environnement
- Abus des drogues
- Délinquance juvénile
- Loisirs
- Petites filles et jeunes femmes
- Pleine et effective participation des jeunes à la vie de la société et à la prise de décisions
- Mondialisation
- Technologies de l'information et des communications
- VIH/sida
- Conflits armés
- Questions d'ordre intergénérationnel

Lesquels domaines ayant un lien direct avec les objectifs du développement durable et l'agenda jeunesse, paix et sécurité, d'autant plus qu'il est impossible de parler de la paix sans lier ces aspects ci-haut évoqués.

Aussi, l'idée autour de cette approche fait suite à la réunion virtuelle co-organisée avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale UNOCA et la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur l'agenda Jeunes, Paix et Sécurité en date du 13 décembre 2025, à l'occasion de la commémoration des 10 ans de la résolution 2250. C'est une optique qui offre une plateforme virtuelle d'échanges aux jeunes de l'espace. Mais aussi le besoin exprimé par plusieurs acteurs sur terrain pour la multiplication des sessions de renforcement des capacités et échanges d'expériences entre acteurs de première ligne dans la mise en œuvre de l'agenda jeune paix et sécurité.

C'est dans ce contexte que se tiendra une fois le mois, virtuellement et/ou physiquement, une réunion sur un sujet précis émanant de quinze domaines prioritaires énoncés ci-haut, à l'issue desquels sortiront des recommandations pertinentes devant conduire à la bonne marche de la mise en œuvre de l'agenda jeune paix et sécurité en Afrique.

Pour cette première activité réalisée en date du vendredi 27 février 2026, date du lancement officiel des activités, cinquante-quatre personnes y ont part et ayant rassemblé différentes nationalités notamment, le Congo Brazzaville, la République Démocratique du Congo, le Cameroun, Togo, Sénégal, Gabon, Burundi, Bénin, Tchad, Burkina-Faso, Niger, Canada, France, ainsi que la république centre africaine.

II. DEROULEMENT DE L'ACTIVITE

Le café s'est ouvert par le mot de bienvenu prononcé par monsieur Christian NGENDAIMANA, Directeur Exécutif de ISOKO Partners for Peace and Gender Equality. Dans son mot, l'orateur a salué la participation de tous à cette initiative qui invite les jeunes à jouer pleinement leur rôle pour influencer la marche du monde. Il a invité toutes les parties prenantes à l'innovation et à la solidarité pour réussir une meilleure mise en œuvre de l'agenda jeune, paix et sécurité et son impact sur terrain.

La deuxième allocution a été faite par madame Fatou Keita, Chargée du Genre au Bureau Régional des Nations Unies de l'Afrique Centrale. Dans son mot, l'oratrice a insisté sur la nécessité en ce moment, de la pleine participation des jeunes au processus de paix dans différentes région d'Afrique au travers la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, surtout en ce moment particulier, où, les conflits armés et les soulèvements sont récurrents dans certaines régions du continent africain et dans le monde.

Elle félicite instamment cet engagement de la part de tous les acteurs présents, et de l'initiative des rencontres habituelles des cafés jeunes paix et sécurité, un espace de dialogue et d'échanges d'informations et d'expériences en matière de l'agenda jeunesse, paix et sécurité. Elle a invité par la même occasion, les participants à plus d'innovation pour changer le narratif et impacter positivement une meilleure mise en œuvre. Elle a aussi réitéré comme autre fois, l'accompagnement sans relâche de son bureau et celui de la CEEAC, pour la suite des activités du café-jeune paix et sécurité.

Prenant la parole en premier, Monsieur Georges BUYA BOBO, représentant de la République Démocratique du Congo au Programme d'Action Mondial pour la Jeunesse, a souligné que la paix est une nécessité qui rime avec les actions prioritaires du Programme d'Action Mondial de la Jeunesse, PAMJ en sigle. Car, va-t-il ajouté, que 30 ans après l'adoption de ce programme par l'Assemblée Générale des Nations Unies, il est temps d'évaluer les progrès réalisés dans les quinze domaines prioritaires tels qu'énumérés précédemment, de voir comment les lier avec les objectifs du développement durable. La jeunesse étant l'avenir de demain, il est essentiel de profiter de pareille opportunité, pour faire passer des bonnes recommandations qui peuvent faire entendre la voix des jeunes au plus haut des institutions. Il a fini son intervention par reconnaître que tous les pays qui ont appliqué le PAMJ avec rigueur et sérieux, ont fait de leur jeunesse, un vrai levier de développement. Que tous les acteurs présents à la présente réunion, unissent leur force collective, en vue de se soutenir et mettre en œuvre ces instruments cités plus haut.

Prenant la parole, Madame Fatou KEITA, Représentante du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale s'est appesantie sur le rappel des agendas femme, jeune paix et sécurité au travers les résolutions

1325 du 31 octobre 2000 et la 2250 du 09 décembre 2015, soit 15 ans après. La force et les résultats de la résolution 1325 ont démontré que les femmes se sont réellement battues à travers le monde et ont affirmé qu'elles sont capables d'influencer les processus de paix et la prévention des conflits. Elle a aussi évoqué l'existence du Plan d'Action Régional de l'agenda femme, paix et sécurité de la CEEAC qui à ce jour, est en projection de revitalisation. La mise en œuvre de cet agenda a connu des progrès, des difficultés ainsi que des leçons apprises. S'agissant des progrès, il y a lieu de mentionner que la voix des femmes a largement été entendue auprès des décideurs, si bien que la concrétisation des promesses a été lente. Le placement des femmes à des fonctions de commandement a été aussi remarquable dans certains pays membres de la CEEAC. Poursuivant, elle a aussi reconnu quelques faiblesses de la mise en œuvre de cet agenda notamment :

- La persistance des barrières culturelles ;
- La faible disponibilité des ressources financières
- La persistance des conflits armés mettant la vie des femmes et des enfants dans les difficultés
- La difficulté de coordination et celle d'appropriation.

Pour finir, l'oratrice a invité les acteurs de la résolution 2250 à se servir des exemples de l'agenda femme, paix et sécurité, pour réussir le chemin qui s'annonce long. Elle a quand même salué le sens de responsabilité des initiateurs de ce café-jeune paix et sécurité et les invite à en organiser davantage, en vue de faire entendre la voix des jeunes au plus haut niveau.

Prenant la parole, Monsieur Chris NGAL, Président de la Synergie des Jeunes Africains pour la Paix et la Sécurité, est revenu sur l'éducation au cœur de l'intersection entre le PAMJ et les ODD. Il a rappelé que pour atteindre ces deux objectifs, l'éducation voire même l'éducation de qualité est nécessaire. Il a rappelé que les nations qui ont prospéré dans le monde, sont celles qui ont consacré des gros moyens et surtout du temps sur système éducatif. L'Afrique, plus que jamais, devrait renforcer l'éducation de ses fils et filles, afin de redoubler les efforts et atteindre le seuil des enjeux mondiaux. Il a aussi rappelé qu'il est essentiel de se focaliser sur la formation comme autre forme d'éducation, laquelle permet d'occuper la jeunesse à être plus responsable. Il a conclu par affirmer la disponibilité de son organisation à continuer à appuyer ce programme et à mobiliser le plus grand nombre d'acteurs à insérer dans la présente initiative.

Ensuite, Monsieur Geordène MABA, représentant du Panel d'Experts de la Résolution 2250-Chapitre du Congo Brazzaville et expert en changement climatique est revenu particulièrement sur les pistes de solutions en ce qui concerne l'éducation comme catalyseur du Programme d'Action Mondial de la Jeunesse et les Objectifs du Développement Durable.

Dans son intervention, il a présenté le lien que voici :

1. Éducation à la citoyenneté : Intégrer l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires pour promouvoir les valeurs de paix, de tolérance et de respect des droits de l'homme.
2. Éducation aux droits de l'homme : Enseigner les droits de l'homme et les mécanismes de protection des droits de l'homme pour promouvoir la justice et l'égalité.
3. Éducation à la résolution des conflits : Enseigner les méthodes de résolution des conflits pacifiques et les techniques de médiation pour prévenir les violences.
4. Éducation à la diversité culturelle : Promouvoir la diversité culturelle et la compréhension mutuelle entre les cultures pour prévenir les stéréotypes et les préjugés.

5. Éducation au développement durable : Enseigner les principes du développement durable pour promouvoir la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

Il a enfin rappelé l'importance des campagnes de sensibilisation pour assurer une appropriation effective des agendas aux niveaux local, national et régional.

En conclusion, il a insisté sur le caractère inclusif de la paix, qui requiert l'implication de l'ensemble des acteurs : États, institutions, jeunes et société civile.

Le dernier intervenant de ce premier numéro du Café-jeune paix et sécurité est Monsieur ABOULHOUDA Ibrahim, responsable du Groupe Hue-Manity-Canada et de la Chambre de Commerce Québec.

Prenant la parole, l'orateur a reconnu que l'éducation est indispensable car prise comme levier indispensable au service de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde.

Dans un monde marqué par des tensions géopolitiques croissantes, des crises sécuritaires et des inégalités persistantes, l'éducation apparaît plus que jamais comme l'un des instruments les plus puissants pour construire des sociétés pacifiques, résilientes et prospères. En Afrique comme ailleurs, investir dans l'éducation ne relève pas seulement d'une politique sociale : c'est un choix stratégique pour garantir la paix, la stabilité et la sécurité durable.

L'éducation joue d'abord un rôle fondamental dans la prévention des conflits. Une population éduquée développe davantage d'esprit critique, de compréhension interculturelle et de capacité de dialogue. Elle devient moins vulnérable aux discours extrémistes, à la manipulation et aux idéologies violentes. Les sociétés où l'accès à l'éducation est large et équitable sont généralement celles où les tensions sociales et politiques sont mieux contenues.

En Afrique, où plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, la question éducative est directement liée à l'avenir du continent. Une jeunesse privée d'éducation et d'opportunités économiques devient plus exposée au chômage, à la marginalisation et parfois au recrutement par des groupes armés ou criminels. À l'inverse, une jeunesse formée, qualifiée et engagée constitue une force extraordinaire de développement et de stabilité.

L'éducation est également un levier essentiel pour renforcer les institutions et l'État de droit. Des citoyens instruits participent davantage à la vie démocratique, exigent la transparence et contribuent à bâtir des institutions solides. Cette dynamique favorise une gouvernance plus responsable, condition indispensable pour instaurer une paix durable.

Mais l'éducation du XXI^e siècle doit aussi évoluer. Elle doit intégrer les compétences numériques, l'innovation technologique, l'entrepreneuriat et l'intelligence artificielle afin de préparer les nouvelles générations aux défis de l'économie mondiale. Pour l'Afrique en particulier, cela signifie développer des systèmes éducatifs capables de former des ingénieurs, des entrepreneurs, des chercheurs et des leaders capables de transformer les économies locales.

Dans ce contexte, la coopération internationale est essentielle. Les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile doivent unir leurs efforts pour renforcer les systèmes éducatifs, investir dans les infrastructures, former les enseignants et promouvoir l'accès à l'éducation pour tous, notamment pour les jeunes filles et les populations les plus vulnérables.

En définitive, l'orateur a rappelé que l'éducation n'est pas seulement un droit fondamental : elle est l'un des piliers les plus solides de la paix et de la sécurité mondiale. Construire des

écoles, former des enseignants et donner aux jeunes les outils pour comprendre le monde et y agir est sans doute l'investissement le plus sûr pour prévenir les conflits et bâtir un avenir plus stable et plus juste.

Pour l'Afrique, le défi est immense, mais l'opportunité l'est tout autant. En faisant de l'éducation une priorité stratégique, le continent peut transformer son immense capital humain en moteur de paix, de prospérité et de leadership global.

RECOMMANDATIONS

Au regard des présentations, des échanges et des constats formulés tout au long de l'activité, plusieurs recommandations ont été dégagées afin de renforcer la mise en œuvre effective de l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité et la participation significative des jeunes aux processus décisionnels.

- Créer des comités consultatifs dans les Etats de la CEEAC pour la promotion de l'agenda jeunesse, paix et sécurité ;
- Poursuivre les dialogues communautaires pour amplifier la voie des jeunes dans la prévention des conflits et ce, dans tous les pays du continent africain, en particulier ceux de l'espace CEEAC ;
- Multiplier les actions de jumelage entre acteurs régionaux pour la mise en œuvre de l'agenda JPS ;
- Faire en sorte que les Plans d'Action Nationaux jeunesse, paix et sécurité soient adoptés par les États qui ne l'ont pas encore fait et renforcer leur impact auprès des États qui les ont adoptés. Pour amener les États à adopter un Plan d'Action Régional JPS ;
- Poursuivre les sensibilisations sur l'agenda JPS dans les établissements d'enseignement supérieurs et universitaires ;
- Poursuivre le renforcement des capacités des acteurs de première ligne sur l'agenda jeunesse, paix et sécurité et ce, à tous les niveaux, qu'il s'agisse du niveau continental, régional, national que local ;
- Impliquer le plus grand nombre d'acteurs politique au plus haut niveau des institutions, afin qu'ils prennent en compte les besoins spécifiques des jeunes comme étant des priorités nationales ;
- Organiser un webinaire du café-jeune paix et sécurité au moins une fois le mois par deux ou pays au moins ; chaque rencontre devrait être assortie d'un compte rendu retraçant toutes les discussions et décisions émises le long de chaque activité.

La prochaine session du Café-Jeune, paix et Sécurité sera organisé en date du samedi 28 mars 2026. Les pays co-facilitateurs sont le Togo et le Gabon.

Fait à Kinshasa, le 07 mars 2026

Pour le consortium

Me Eddy YAV

Rapporteur